

TRADUCTION

F. 93 — 618

[S-C — 35212]

17 DECEMBRE 1992. — Arrêté ministériel relatif à l'application de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 juillet 1992 portant exécution de l'article 49 du décret du 25 juin 1992 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1992

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

Vu le décret du 25 juin 1992 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1992, notamment l'article 49;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 juillet 1992 portant exécution de l'article 49 du décret du 25 juin 1992 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1992, notamment les articles 13 et 19;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 portant délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 20 novembre 1992;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour les finances et le budget, donné le 16 décembre 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de fixer des dispositions d'exécution en vue de l'application du plan d'urgence pour le logement social,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o arrêté : l'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 juillet 1992 portant exécution de l'article 49 du décret du 25 juin 1992 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1992;

2^o coût actualisé : le coût actualisé visé à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 novembre 1990 réglementant le régime de location sociale en application de l'article 80ter du Code du Logement.

Art. 2. Pour l'application de l'article 13, premier alinéa, 1^o, de l'arrêté, le montant obtenu en appliquant l'article 7 de l'arrêté, est majoré par 1 % du coût actualisé, et limité à F 30 000 pour l'année 1993.

A partir de l'année 1994 ce maximum est multiplié annuellement par le coefficient, visé à l'article 1er de l'arrêté du 28 novembre 1990 réglementant le régime de location sociale en application de l'article 80ter du Code du Logement, qui correspond à l'année de la première occupation du logement.

Art. 3. Pour l'application de l'article 19, § 2, de l'arrêté, le délai maximum est fixé à 3 ans, à compter de la date de la réception provisoire des habitations concernées.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er août 1992.

Bruxelles, le 17 décembre 1992.

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 619

29 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant les modalités d'octroi des prix « Lecture publique » du Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Considérant qu'il y a lieu d'instaurer rapidement la procédure d'octroi des prix, pour que les prix « Lecture publique » enfants et adolescents puissent être octroyés en 1992;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre-Président qui a le Service public de la lecture dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1992,

Arrête :

Article 1er. § 1^{er}. Il est institué chaque année paire, deux concours en vue de l'attribution des prix « Lecture publique » dotés de 100 000 francs chacun;

— un prix « Enfants » réservé à un ouvrage de fiction destiné aux enfants âgés de 12 ans maximum;

— un prix « Adolescents » réservé à un ouvrage de fiction destiné aux adolescents âgés de 18 ans maximum.

§ 2. Il est institué chaque année impaire, deux concours en vue de l'attribution des prix « Lecture publique » dotés de 100 000 francs chacun;

— un prix « Ouvrage d'Art »;

— un prix « Ouvrage classifié »;

Art. 2. Les différents prix visés à l'article 1^{er} sont décernés par le Ministre qui a la lecture publique dans ses attributions.

Art. 3. Pour participer aux concours, les ouvrages doivent :

1^o avoir été publiés pour la première fois durant les vingt-quatre mois qui précèdent l'ouverture de la compétition;

2^o être écrits en langue française;

3^o ne pas être traduits d'une langue étrangère;

4^o être d'origine belge, soit par l'auteur, soit par la maison d'édition.

Art. 4. Sont exclus de la participation aux concours :

1^o les collections de livres;

2^o les manuels scolaires;

3^o les ouvrages ayant déjà été primés à quelque titre que ce soit;

4^o les ouvrages de propagande;

5^o les ouvrages des membres du jury des prix précités.

Art. 5. § 1^{er}. Chaque prix octroyé sera réparti de la manière suivante :

— 50 000 francs à l'auteur;

— 50 000 francs réservés à l'acquisition de l'ouvrage primé par le service de la Lecture publique du Ministère de la Culture et des Affaires sociales; les ouvrages ainsi acquis seront envoyés dans les différentes bibliothèques publiques et bibliobus de la Communauté française.

§ 2. En aucun cas, les prix ne pourront être partagés entre plusieurs ouvrages.

Art. 6. § 1^{er}. Il est institué, pour l'attribution de chaque prix, un jury de sélection et un jury populaire.

§ 2. Le jury de sélection a pour mission de sélectionner, parmi tous les ouvrages proposés par les responsables des bibliothèques désignées par le Ministre, les six livres qui seront soumis au jury populaire.

Le jury de sélection est composé de six membres, dont un Président, et d'un Secrétaire.

Les membres sont nommés par le Ministre qui a la Lecture publique dans ses attributions; ils doivent être représentatifs du monde littéraire, pédagogique, audiovisuel et de l'édition; un des membres de chacun des jurys doit être spécialiste soit dans la littérature pour enfants, soit de la littérature pour adolescents, soit du livre d'art, soit des ouvrages classifiés.

Le Secrétaire du jury est un fonctionnaire du Service de la Lecture publique, Direction d'Administration du Livre, des Lettres et de la Langue française du Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

§ 3. Le jury populaire a pour mission de déterminer, parmi les six ouvrages sélectionnés par le jury de sélection, l'ouvrage qui recevra le prix.

Le jury populaire est composé de six membres, ainsi que du Président et du Secrétaire du jury de sélection.

Le Ministre désigne les bibliothèques qui choisissent parmi leurs lecteurs un membre pour chacun des jurys populaires; le sixième membre de chacun de ces jurys est désigné par les deux bibliothèques principales de Bruxelles.

Les membres du jury « Enfants » seront des enfants âgés de 12 ans maximum, ceux du jury « Adolescents » des adolescents âgés de 18 ans maximum, et ceux des jurys « Ouvrage d'art » et « Ouvrages classifiés » des adultes.

Les six ouvrages sélectionnés sont remis à chaque membre, qui dispose d'un délai minimum de quatre mois pour se faire une opinion avant la délibération finale.

§ 4. Les jurys statuent à la majorité simple.

En cas d'égalité des voix au sein du jury de sélection, la voix du Président est prépondérante.

En cas d'égalité des voix au sein du jury populaire, le Président organise une deuxième consultation des membres du jury afin de départager les ex-aequo.

Le secrétaire du jury n'a pas le droit de vote.

§ 5. En cas d'indisponibilité du Président, le membre le plus âgé du jury de sélection le remplace tant pour le jury de sélection que pour le jury populaire.

Art. 7. Les arrêtés royaux du 10 octobre 1972 instituant et réglementant les modalités d'octroi du prix des bibliothèques publiques, du prix du Ministre de la Culture française et du prix « jeunesse » du Ministre de la Culture française, et du 9 octobre 1973 instituant et réglementant les modalités d'octroi du prix du jouet éducatif, modifiés par l'arrêté royal du 12 juin 1980 sont abrogés.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 9. Le Ministre qui a le Service public de la Lecture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 619

29 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de wijze van toekenning door het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de prijzen « Openbare Lectuurvoorziening »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
 Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;
 Overwegende dat een procedure tot toekenning van de prijzen zonder verwijl moet ingesteld worden om de prijzen « Openbare Lectuurvoorziening » voor kinderen en jongeren in 1992 te kunnen toekennen;
 Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening behoort;
 Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 21 december 1992 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Elk even jaar worden er met het oog op de toekenning van de prijs « Openbare Lectuurvoorziening », twee wedstrijden ingericht die elk met een prijs van 100 000 frank beloond worden :

- een prijs voor « Kinderen » voorbehouden voor een vertelling voor kinderen van ten hoogste twaalf jaar;
- een prijs voor « Jongeren » voorbehouden voor een vertelling voor jongeren van ten hoogste achttien jaar.

§ 2. Elk oneven jaar worden er met het oog op de toekenning van de prijs « Openbare Lectuurvoorziening », twee wedstrijden ingericht die elk met een prijs van 100 000 frank beloond worden :

- een prijs « Kunstwerk »;
- een prijs « Geclassificeerd werk ».

Art. 2. De verschillende bij artikel 1 bedoelde prijzen worden toegekend door de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare lectuurvoorziening behoort.

Art. 3. Om aan de wedstrijden deel te mogen nemen, moeten de werken :

1° voor de eerste maal gepubliceerd zijn binnen de vierentwintig maanden die de openverklaring van de wedstrijd voorafgaan;

2° in de franse taal geschreven zijn;

3° niet uit een vreemde taal vertaald zijn;

4° van Belgische herkomst zijn, ofwel via de auteur, ofwel via de uitgeverfirma.

Art. 4. Mogen aan de wedstrijden niet deelnemen :

1° de boekenreeksen;

2° de schoolboeken;

3° de werken die reeds werden bekroond, ongeacht de reden ervan;

4° propagandawerken;

5° de werken van de leden van de jury voor voormelde prijzen.

Art. 5. § 1. Elke toegekende prijs wordt als volgt verdeeld :

— 50 000 frank voor de auteur;

— 50 000 frank voorbehouden voor de aankoop van het werk dat bekroond werd door de « Service de la Lecture publique » (de openbare dienst voor lectuurvoorziening) van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap; de werken die op die manier werden aangeschaft, gaan naar de verschillende openbare bibliotheken en bibliobussen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. In geen geval mogen de prijzen onder verschillende werken verdeeld worden.

Art. 6. § 1. Voor de toekenning van elke prijs wordt er een jury voor de selectie en een volksjury ingesteld.

§ 2. De jury voor de selectie is belast met het selecteren onder al de werken voorgedragen door de verantwoordelijken voor de bibliotheken die de Minister aanwijst, van de zes werken die aan de beoordeling van de volksjury worden voorgelegd.

De jury voor de selectie bestaat uit zes leden, onder wie een Voorzitter wordt gekozen, en een Secretaris.

De leden worden benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Lectuurvoorziening behoort; zij moeten representatief zijn voor het letterkundige, pedagogische, audiovisuele milieu en voor de uitgevermaatschappijen; één van de leden in elke jury moet deskundig zijn ofwel in literatuur voor kinderen, ofwel voor jongeren, ofwel in het kunstboek, ofwel in de geclassificeerde werken.

De Secretaris van de jury is een ambtenaar van de « Service de la Lecture publique, Direction d'Administration du Livre, des Lettres et de la Langue française » van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

§ 3. De volksjury is belast met de keuze, onder de zes werken weerhouden door de jury voor de selectie, van het werk dat met de prijs zal bekroond worden.

De volksjury bestaat uit zes leden, alsook de Voorzitter en de Secretaris van de jury voor de selectie.

De Minister wijst de bibliotheken aan die onder hun lezers een lid voor elke volksjury kiezen; het zesde lid van elke jury wordt door de hoofdbibliotheken van Brussel aangewezen.

De leden van de « Kinderen »-jury zijn kinderen van ten hoogste twaalf jaar, deze van de « Jongeren »-jury zijn jongeren van ten hoogste achttien jaar, en de juryleden voor « Kunstwerk » en « Geclassificeerde werken » zijn volwassenen.

De zes gekozen werken worden overgemaakt aan ieder lid, dat ten minste vier maand tijd heeft om tot een besluit te komen vóór de laatste beraadslaging.

§ 4. De jury's beslissen bij gewone meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen in de jury voor de selectie, beslist de stem van de Voorzitter.

Bij staking van stemmen in de volksjury, organiseert de Voorzitter een tweede stemronde onder de juryleden om de gelijkgeëindigden onder elkaar te rangschikken.

De secretaris van de jury is niet stemgerechtigd.

§ 5. Ingeval de Voorzitter onbeschikbaar is, wordt hij door het oudste lid van de jury voor de selectie vervangen zowel in de jury voor de selectie als in de volksjury.

Art. 7. De koninklijke besluiten van 10 oktober 1972 tot instelling en reglementering van de wijze van toekenning van de Prijs der Openbare Bibliotheken, van de Prijs van de Minister van Franse Cultuur en van de Prijs voor het Jeugdboek van de Minister van Franse Cultuur en van 9 oktober 1973 tot instelling en regeling van de wijze van toekenning van een Prijs voor het pedagogische verantwoord spelgoed, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juni 1980 worden opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

B. ANSELME

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Composition du Comité supérieur de contrôle Prorogation. — Démission

Par arrêté royal du 18 janvier 1993 :

— le mandat de membre suppléant du Comité supérieur de contrôle de M. Maes, R., président honoraire de la Confédération nationale de la construction, est prorogé pour un terme de trois ans, prenant cours le 1^{er} décembre 1992;

— M. Heck, O., vice-président de la Fédération des entrepreneurs généraux de la construction, est nommé membre suppléant du Comité supérieur de contrôle, pour un terme de trois ans, prenant cours le 1^{er} décembre 1992.

Mise à la retraite

Par arrêté royal du 5 mars 1992, modifié par arrêté royal du 18 septembre 1992, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Demeersseman, G., commissaire principal de première classe à l'Administration du Comité supérieur de contrôle.

Cabinet du Ministre de la Politique scientifique. — Nomination

Par arrêté royal du 27 janvier 1993, qui produit ses effets le 19 novembre 1992, M. Van Langenhove, Luk, collaborateur scientifique à la « Vrije Universiteit Brussel », est nommé chef de cabinet-adjoint au Cabinet du Ministre de la Politique scientifique.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

12 FEVRIER 1993. — Arrêté royal transférant des membres du personnel de la Régie des Voies aériennes à la Région flamande

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 27, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1991 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de la Régie des Voies aériennes à la Région wallonne et à la Région flamande notamment les articles 2, 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des Voies aériennes;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand, donné le 14 octobre 1992;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Samenstelling van het Hoog Comité van Toezicht Verlenging. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 18 januari 1993 wordt :

— het mandaat van plaatsvervangend lid van het Hoog Comité van Toezicht van de heer Maes, R., honorair voorzitter van de Nationale Confederatie van het Bouwbedrijf, verlengd voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 december 1992;

— de heer Heck, O., ondervoorzitter van de Federatie van Algemene Bouwondernemers, benoemd tot plaatsvervangend lid van het Hoog Comité van Toezicht, voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 december 1992.

Inruststelling

Bij koninklijk besluit van 5 maart 1992, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 september 1992 dat in werking treedt op 1 januari 1993, wordt te eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Demeersseman, G., eerstaanwezend commissaris eerste klasse bij het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht.

Kabinet van de Minister van Wetenschapsbeleid. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 27 januari 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 19 november 1992, wordt de heer Van Langenhove, Luk, wetenschappelijk medewerker bij de Vrije Universiteit Brussel, benoemd tot adjunct-kabinet-schef bij het Kabinet van de Minister van Wetenschapsbeleid.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

12 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit tot overdracht van personeelsleden van de Regie der Luchtwegen naar het Vlaamse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 27, §§ 2 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van de wijze waarop sommige personeelsleden van de Regie der Luchtwegen overgaan naar het Vlaamse Gewest en naar het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 2, 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve, gegeven op 14 oktober 1992;